

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil  
accompagnant le projet de décret relatif à l'aide  
financière de l'Etat pour les travaux de l'assemblée  
constitutive de l'agglomération de Fribourg**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret donnant force de droit à l'aide financière de l'Etat pour les travaux de l'assemblée constitutive de l'agglomération de Fribourg.

Le présent message se divise selon le plan suivant:

1. Situation actuelle
2. Enjeux
3. Mission de l'assemblée constitutive
4. Procédure budgétaire
5. Commentaire des articles

### 1. SITUATION ACTUELLE

La mise en œuvre de la loi du 19 septembre 1995 sur les agglomérations (RSF 140.2, LAgg) a débuté, pour la région centre du canton, par la fixation du périmètre provisoire et l'institution de l'assemblée constitutive. Cet organe a pour mission de jeter les bases d'un concept directeur du développement au sens large de la région, au travers des statuts de la future agglomération.

Au cours du processus préparatoire, on a pu percevoir de fortes craintes et de sérieux doutes quant à cette mission et quant au processus. Les considérations d'ordre financier ont été prépondérantes; ainsi notamment, le Bureau provisoire estimait que le projet est compromis si l'Etat ne participe pas à raison de 50 % aux frais de l'assemblée constitutive. Par sa lettre du 24 septembre 2002 au Bureau provisoire, le Conseil d'Etat a répondu positivement à cette revendication. Il a notamment annoncé qu'un projet de décret allait être élaboré pour être soumis au Grand Conseil avant la fin de l'année 2002.

Cela dit, il convient de rappeler les prestations cantonales qui sont indépendantes ou complémentaires au présent décret, à savoir la mise à disposition de la salle du Grand Conseil, les démarches pour l'obtention d'une subvention fédérale au titre de soutien de la Confédération aux projets-modèles<sup>1</sup>, diverses fonctions assumées par des préfets et du personnel cantonal ainsi que la prise en charge des frais du scrutin populaire sur les statuts (art. 9 al. 2 LAgg).

### 2. ENJEUX

Les enjeux du processus d'agglomération en cours sont de diverses natures et peuvent être décrits comme suit:

Le plan directeur cantonal adopté le 10 juin 2002 prévoit que la définition du centre cantonal tiendra compte des travaux de l'assemblée constitutive de l'agglomération. Sur le plan de l'aménagement régional du territoire, le plan directeur du district de la Sarine date de janvier 1981. Depuis lors, la situation s'est profondément modifiée, notamment sous l'angle de l'urbanisation, des places de travail, des transports et de l'environnement. S'agissant du rapport entre places de travail et population notamment, on doit relever que le périmètre provisoire de l'agglomération comprenait, en 1998, le 41,4 % des

emplois du canton, alors que, en l'an 2000, la population résidante du périmètre provisoire de l'agglomération ne représentait que 29,3 % de la population du canton.

Sur le plan économique, les cadres de référence sont des régions dépassant presque toujours les limites communales et même parfois les limites cantonales. Les régions subissent une concurrence de plus en plus forte pour l'implantation des entreprises. L'attractivité d'une région implique une action cohérente des acteurs publics à tous les niveaux institutionnels.

La Confédération a pris conscience de l'importance des problèmes liés aux régions urbaines. Par son rapport sur la politique des agglomérations de la Confédération et des mesures qui s'ensuivent, le Conseil fédéral a lancé, fin 2001, un programme politique faisant appel également aux cantons et aux villes et communes, étant donné qu'au vu de la structure fédéraliste du pays la politique des agglomérations ne peut être réalisée qu'avec eux. Ainsi, le projet de l'agglomération fribourgeoise a pu bénéficier d'une subvention de la Confédération au titre des aides octroyées aux projets-modèles. Cette subvention se monte à 50 000 francs pour l'année 2002. Un accord de coopération a été conclu à cet effet entre la Confédération et le canton en juin 2002.

En ce qui concerne en particulier les transports d'agglomération, on peut constater que les travaux législatifs et conceptuels, entrepris sous la conduite de la Confédération, avancent à grands pas. Ainsi, dès l'année 2002, les moyens budgétaires de la Confédération affectés aux transports d'agglomération ont été augmentés de 40 millions de francs (budget 2002), ce qui a déjà eu pour effet de déclencher des demandes et de mettre les régions en concurrence.

A condition que les bases constitutionnelles et légales fédérales puissent être adoptées, les moyens financiers affectés aux transports d'agglomération devront encore considérablement augmenter d'ici 2006. Les besoins financiers estimés sont de l'ordre de 300 à 350 millions de francs par année. L'exigence principale liée à l'obtention de ces subsides fédéraux constituerait le «projet d'agglomération» au sens des travaux fédéraux. Cet instrument ne se limiterait pas au trafic rail et route, mais prendrait en compte, en outre et au moins, les besoins de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Les modalités concrètes du projet d'agglomération selon le concept fédéral ne sont à ce jour pas encore connues. Un manuel pratique relatif au projet d'agglomération est en train d'être élaboré à l'intention des cantons et des régions urbaines et devrait être disponible d'ici la fin du mois de novembre 2002.

Bien que le plan régional de la Communauté urbaine des transports de l'agglomération fribourgeoise (CUTAF) s'oriente déjà vers une coordination des transports, de l'urbanisme et de la protection de l'environnement, l'approche transversale et démocratique de l'agglomération au sens de la LAgg ne saurait que renforcer le poids de la région à cet égard.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue qu'une plateforme de coordination efficace de la collaboration intercommunale dans le centre du canton pourrait faciliter d'autres projets encore, si l'on considère par exemple le programme d'impulsion de la Confédération en faveur des structures d'accueil de la petite enfance.

### 3. MISSION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUTIVE

Aux termes de l'article 6 LAgg, l'assemblée constitutive a pour mission d'élaborer un projet de statuts à soumettre

<sup>1</sup> Les projets-modèles de la Confédération sont décrits, entre autres, sur le site internet de l'Office fédéral du développement territorial (ARE): [www.aren.admin.ch](http://www.aren.admin.ch)

au double vote des citoyens et des communes (art. 9 LAgg).

L'élaboration des statuts implique donc notamment des choix quant au périmètre définitif de l'agglomération, quant à ses fonctions et quant aux clés de répartition des charges entre les communes (art. 6 LAgg).

Les fonctions ou tâches de l'agglomération se divisent en deux catégories principales (art. 11 LAgg):

– De manière générale, l'agglomération a pour but de coordonner la collaboration entre les communes membres et d'encourager cette collaboration (art. 11 al. 1 LAgg); cette fonction de coordination est prévue par la loi, elle n'implique pas la production de services publics et n'engendre donc pas de coûts y relatifs. Il appartient à l'assemblée constitutive de préciser, dans les statuts, les modalités de la coordination en général et, le cas échéant, les modalités spéciales selon des domaines d'activités pris en compte. Enfin, il conviendra également de régler les «interfaces» avec les éventuelles structures de collaborations déjà en place dans ces domaines.

– Il existe en outre un volet en soi facultatif, à savoir la délégation à l'agglomération de compétences communales pour des tâches déterminées; c'est l'objet de l'article 11 al. 2 LAgg. En cas de délégation, et dans les limites de la délégation, l'agglomération se substitue aux communes. Là également, il ne devrait normalement pas en résulter des coûts supplémentaires puisqu'une seule structure remplit la tâche publique pour le compte de toutes les communes.

#### 4. PROCÉDURE BUDGÉTAIRE

Etant donné que le Conseil d'Etat a adopté le projet de budget de l'Etat pour l'année 2003 avant le présent message, le projet de budget ne contient pas de poste relatif à l'aide financière prévue dans le projet de décret. Il conviendra dès lors de procéder par la voie de la demande de crédit complémentaire pour inscrire le montant nécessaire au budget de l'Etat.

#### 5. COMMENTAIRE DES ARTICLES

##### Art. 1

Comme le Conseil d'Etat a eu plusieurs fois l'occasion de le dire, la subvention cantonale à l'élaboration des statuts de l'agglomération, par l'assemblée constitutive, n'a actuellement pas de base légale. Or ceci est une exigence de la législation fribourgeoise sur les subventions (art. 9 de la loi sur les subventions, LSub, RSF 616.1). Pour mémoire, les autres prestations de l'Etat en faveur du processus d'agglomération sont décrites sous le chiffre 1 du présent message.

##### Art. 2

L'assemblée constitutive ne dispose pas de la personnalité morale en tant que telle. Ce sont les communes, dont les délégués sont membres de cette assemblée, qui disposent des droits et obligations en vertu des dispositions légales et réglementaires. Lorsque le décret prévoit que l'assemblée constitutive est le bénéficiaire de l'aide financière, c'est dans le sens que c'est le projet qui en est le destinataire et que l'aide financière allège la charge incombant aux communes en vertu de l'article 5 al. 2 2<sup>e</sup> phrase LAgg.

##### Art. 3

Comme le Conseil d'Etat l'a annoncé à l'assemblée constitutive, son intention est de souscrire un engagement

couvrant la moitié des frais de fonctionnement et pouvant aller jusqu'à 100 000 francs par année, étant donné que le projet répond à la fois à des intérêts communaux, régionaux et cantonaux. Les subventions de la Confédération, dont la somme de 50 000 francs a été accordée pour l'année 2002, seront déduites du coût total avant répartition.

##### Art. 4

A l'instar de la subvention de la Confédération, qui fait l'objet d'une convention de collaboration, l'aide financière de l'Etat fera l'objet d'une convention à conclure entre l'Etat et l'assemblée constitutive (s'agissant de la capacité de l'assemblée constitutive pour passer une convention voir commentaire de l'article 2 ci-dessus). Cette convention réglera notamment les éléments des frais pris en compte, les modalités d'octroi de l'aide et la remise d'informations régulières par le bénéficiaire, tant sur le plan financier que sur le plan de l'avancement des travaux; ces informations seront nécessaires d'une part pour la détermination du niveau de la subvention et à son contrôle, et d'autre part pour l'évaluation du degré de réalisation du but fixé par le décret.

##### Art. 5

La durée de validité du décret correspond à la durée nécessitée par l'octroi de l'aide financière. Comme le Conseil d'Etat a eu l'occasion de l'expliquer au Bureau provisoire de l'agglomération cet été, il considère que le délai de trois ans pour l'élaboration des statuts n'a commencé de courir effectivement qu'à partir de la première séance de l'assemblée constitutive, qui eut lieu le 30 janvier 2002. La durée de validité de l'aide financière correspond à des années civiles ou budgétaires. En effet, comme pour tout projet, il y a des suites financières même au-delà de la durée du projet, qui devrait être terminé, pour ce qui concerne la rédaction des statuts, au début de l'année 2005. Pour ces raisons, la durée de validité du décret est prévue du début 2003 à la fin 2005.

##### Art. 6

Le présent décret est de portée générale et c'est pourquoi il est soumis au referendum législatif facultatif (art. 13 al. 2 LSub; art. 28<sup>bis</sup> al. 1 de la Constitution cantonale). Par souci de clarté, il est en outre précisé que le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

---

**BOTSCHAFT Nr. 45** 11. November 2002  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Dekretsentwurf über die Finanzhilfe des**  
**Staats für die Arbeiten der konstituierenden**  
**Versammlung der Agglomeration Freiburg**

Wir unterbreiten Ihnen den Entwurf eines Dekrets, das der Finanzhilfe des Staats für die Arbeiten der konstituierenden Versammlung der Agglomeration Freiburg Rechtskraft verleiht.

Diese Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

1. Heutige Situation
2. Worum geht es?
3. Auftrag der konstituierenden Versammlung
4. Budgetprozess
5. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

## 1. HEUTIGE SITUATION

Die Umsetzung des Gesetzes vom 19. September 1995 über die Agglomerationen (SGF 140.2, AggG) begann für die Zentrumsregion des Kantons mit der Festlegung des provisorischen Perimeters und der Einsetzung der konstituierenden Versammlung. Dieses Organ hat den Auftrag, durch die Statuten der künftigen Agglomeration das Fundament zu schaffen für ein Leitkonzept für die regionale Entwicklung im weiteren Sinne.

Während der vorbereitenden Phase wurden verschiedentlich erhebliche Befürchtungen und Zweifel gegenüber diesem Auftrag und dem Verfahren geäussert. Dabei überwogen Überlegungen finanzieller Art. So gelangte das provisorische Büro zur Auffassung, dass das Projekt gefährdet sei, wenn sich der Staat nicht zu 50 % an den Kosten der konstituierenden Versammlung beteilige. Der Staatsrat hat sich mit Schreiben vom 24. September 2002 an das provisorische Büro positiv zu dieser Forderung geäussert. Er versprach insbesondere, dem Grossen Rat bis Ende 2002 einen Dekretsentwurf zu unterbreiten.

An dieser Stelle ist auf die Leistungen hinzuweisen, die der Kanton unabhängig von diesem Dekret oder in Ergänzung dazu erbringt: Bereitstellung des Grossratsaals, Beantragung des Bundesbeitrags zur Unterstützung von Modellvorhaben<sup>1</sup>, verschiedene Leistungen der Oberamtmänner und des Kantonspersonals, Übernahme der Kosten für die Volksabstimmung über die Statuten (Art. 9 Abs. 2 AggG).

## 2. WORUM GEHT ES?

Der laufende Agglomerationsprozess betrifft verschiedene Aspekte:

Der am 10. Juni 2002 angenommene kantonale Richtplan sieht vor, dass die Definition des Kantonszentrums die Arbeiten der konstituierenden Versammlung der Agglomeration berücksichtigt.

Die Regionalplanung ist im Richtplan des Saanebezirks verankert, der vom Januar 1981 stammt. Seither hat sich die Situation jedoch grundlegend geändert, insbesondere was die Verstädterung, die Arbeitsplätze, den Verkehr und die Umwelt betrifft. In Bezug auf das Verhältnis zwischen Arbeitsplatz- und Bevölkerungszahl ist zu erwähnen, dass 1998 41,4 % der Arbeitsplätze des Kantons im provisorischen Perimeter der Agglomeration lagen, während die Wohnbevölkerung des provisorischen Perimeters im Jahr 2000 nur 29,3 % der Kantonsbevölkerung ausmachte.

Der wirtschaftliche Bezugsrahmen ist die Region, die fast immer über die Gemeindegrenzen und manchmal sogar über die Kantonsgrenzen hinausgeht. Zwischen den Regionen besteht ein zunehmend schärferer Wettbewerb um neue Unternehmen. Die Attraktivität einer Region hängt vom geschlossenen Handeln der öffentlichen Entscheidungsträger aller institutionellen Ebenen ab.

Der Bundesrat hat die Probleme der städtischen Regionen erkannt. Mit seinem Bericht über die Agglomerationspolitik des Bundes und den darauf abgestützten Massnahmen lancierte er Ende 2001 ein politisches Programm, das auch die Kantone und Gemeinden einbezieht, ohne die die Agglomerationspolitik wegen der föderalistischen Struktur der Schweiz gar nicht umgesetzt werden kann.

<sup>1</sup> Die Modellvorhaben des Bundes werden unter anderem auf der Internetseite des Bundesamts für Raumentwicklung (ARE) beschrieben: [www.aren.admin.ch](http://www.aren.admin.ch)

In diesem Rahmen erhielt die geplante Agglomeration Freiburg einen Bundesbeitrag für Modellvorhaben, der sich für das Jahr 2002 auf 50 000 Franken beläuft. Der Bund und der Kanton schlossen im Juni 2002 eine Zusammenarbeitsvereinbarung ab.

Insbesondere im Bereich des Agglomerationsverkehrs geht die gesetzgeberische und konzeptuelle Arbeit unter der Leitung des Bundes rasch voran. Die für den Agglomerationsverkehr bestimmten Budgetmittel des Bundes wurden 2002 um 40 Millionen Franken erhöht (Vorschlag 2002), was bereits zu Beitragsgesuchen und zu einer verstärkten Konkurrenz zwischen den Regionen führte.

Sofern der Bund die erforderlichen Verfassungs- und Gesetzesgrundlagen verabschiedet, ist bis 2006 eine beträchtliche Zunahme der finanziellen Mittel für den Agglomerationsverkehr zu erwarten. Der Finanzbedarf wird auf rund 300 bis 350 Millionen Franken pro Jahr geschätzt. Hauptbedingung für die Ausrichtung der Bundesbeiträge wäre das «Agglomerationsprogramm» im Sinne der Arbeiten des Bundes. Dieses Instrument beschränkt sich nicht auf den Schienen- und Strassenverkehr, sondern berücksichtigt auch die Anliegen der Raumplanung und der Umwelt. Die konkreten Einzelheiten des Agglomerationsprogramms gemäss Bundeskonzept sind bis jetzt noch nicht bekannt. Zurzeit wird ein Leitfaden für die Kantone und städtischen Regionen ausgearbeitet, der bis Ende November 2002 vorliegen sollte. Zwar sieht schon der regionale Verkehrsplan des Verkehrsverbands der Agglomeration Freiburg (CUTAF) eine Koordination von Verkehr, Städteplanung und Umweltschutz vor, doch wird der multifunktionale und demokratische Ansatz im Sinne des AggG der Region in dieser Beziehung noch zusätzliches Gewicht verleihen. Schliesslich dürfte eine Plattform zur effizienten Koordination der interkommunalen Zusammenarbeit im Zentrum des Kantons auch anderen Projekten den Weg ebnen. In diesem Zusammenhang ist beispielsweise das Impulsprogramm des Bundes für familienergänzende Betreuungsplätze für Kinder zu erwähnen.

## 3. AUFTRAG DER KONSTITUIERENDEN VERSAMMLUNG

Die konstituierende Versammlung hat gemäss Artikel 6 AggG den Auftrag, einen Statutenentwurf auszuarbeiten, der mit der Mehrheit der stimmenden Bürgerinnen und Bürger sowie der Gemeinden angenommen werden muss (Art. 9 AggG).

Bei der Erarbeitung der Statuten geht es insbesondere darum, den endgültigen Perimeter, die Aufgaben der Agglomeration und die Lastenverteilung zwischen den Gemeinden festzulegen (Art. 6 AggG).

Die Aufgaben der Agglomeration lassen sich in zwei Gruppen aufteilen (Art. 11 AggG):

– Der Zweck der Agglomeration besteht grundsätzlich darin, die Zusammenarbeit unter den Mitgliedsgemeinden zu koordinieren und zu fördern (Art. 11 Abs. 1 AggG). Diese Koordinationsfunktion ist im Gesetz vorgeschrieben. Die Erstellung öffentlicher Dienstleistungen gehört nicht dazu, weshalb die Koordinationsfunktion keine diesbezüglichen Kosten impliziert. Die konstituierende Versammlung legt die Modalitäten der Koordination im Allgemeinen und gegebenenfalls die besonderen Modalitäten für einzelne Tätigkeitsbereiche in den Statuten fest. Schliesslich müssen auch die «Schnittstellen» mit

bestehenden Zusammenarbeitsstrukturen in diesen Bereichen geregelt werden.

– Ausserdem sieht Artikel 11 Abs. 2 AggG vor, dass bestimmte Gemeindeaufgaben der Agglomeration übertragen werden können. Bei einer Kompetenzdelegation tritt die Agglomeration im Rahmen der ihr übertragenen Aufgaben an die Stelle der Gemeinden. Auch hier sollten grundsätzlich keine zusätzlichen Kosten entstehen, da eine einzige Struktur die öffentliche Aufgabe für alle Gemeinden erfüllt.

#### **4. BUDGETPROZESS**

Da der Staatsrat den Entwurf für den Staatsvoranschlag zeitlich vor der vorliegenden Botschaft verabschiedet hat, figuriert im Voranschlagsentwurf kein Betrag zum vorliegenden Dekretsentwurf. Es wird deshalb das Verfahren des Nachtragskredits einzuleiten sein, um den notwendigen Betrag in den Staatsvoranschlag einzustellen.

#### **5. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN BESTIMMUNGEN**

##### **Art. 1**

Wie der Staatsrat bereits mehrfach erklärte, gibt es gegenwärtig noch keine Rechtsgrundlage für die Ausrichtung eines Kantonsbeitrags zur Erarbeitung der Agglomerationsstatuten durch die konstituierende Versammlung. Dies ist jedoch laut der freiburgischen Gesetzgebung über die Subventionen notwendig (Art. 9 des Subventionsgesetzes, SubG, SGF 616.1). An dieser Stelle sei zudem erwähnt, dass die übrigen Leistungen des Staats zugunsten des Agglomerationsprozesses unter Ziffer 1 aufgeführt werden.

##### **Art. 2**

Die konstituierende Versammlung besitzt als solche keine Rechtspersönlichkeit. Träger der Rechte und Pflichten, die sich aus den Gesetzes- und Reglementsbestimmungen ergeben, sind die Gemeinden, die Delegierte in die Versammlung entsenden. Wenn das Dekret die konstituierende Versammlung als Empfängerin der Finanzhilfe bezeichnet, so ist dies in dem Sinne zu verstehen, dass die Finanzhilfe für das Projekt bestimmt ist und dass sie die Kosten zu Lasten der Gemeinden nach Artikel 5 Abs. 2, 2. Satz AggG verringert.

##### **Art. 3**

Wie der Staatsrat der konstituierenden Versammlung mitteilte, will er sich verpflichten, die Hälfte der Betriebskosten bis zum Betrag von 100 000 Franken pro Jahr zu übernehmen, da das Projekt kommunalen, regionalen und kantonalen Interessen entspricht. Die Bundesbeiträge, die sich 2002 auf 50 000 Franken beliefen, werden vor der Aufteilung von den Gesamtkosten abgezogen.

##### **Art. 4**

Wie der Bundesbeitrag, der durch eine Zusammenarbeitsvereinbarung geregelt wird, ist auch die Finanzhilfe des Staats Gegenstand einer Vereinbarung zwischen dem Staat und der konstituierenden Versammlung (zur Befugnis der konstituierenden Versammlung, Vereinbarungen abzuschliessen, wird auf den Kommentar zu Artikel 2 verwiesen).

Die Vereinbarung legt insbesondere fest, welche Kosten übernommen werden, regelt die Auszahlungsmodalitäten und sieht vor, dass die Empfänger regelmässig über finanzielle Fragen und den Stand der Arbeiten informieren müssen. Diese Informationen sind notwendig für die Festlegung der Beitragshöhe und die Kontrolle, aber auch um beurteilen zu können, wie weit der im Dekret verankerte Zweck bereits erreicht ist.

##### **Art. 5**

Die Geltungsdauer des Dekrets entspricht der Dauer, während der eine Finanzhilfe erforderlich ist. Wie der Staatsrat dem provisorischen Büro der Agglomeration im Sommer erklärte, begann die dreijährige Frist für die Ausarbeitung der Statuten seiner Ansicht nach erst mit der ersten Sitzung der konstituierenden Versammlung am 30. Januar 2002 zu laufen. Die Geltungsdauer der Finanzhilfe entspricht Kalender- oder Voranschlagsjahren. Wie bei allen Projekten gehen die finanziellen Folgen über die Dauer des Projekts hinaus, das bis Anfang 2005 abgeschlossen sein sollte, was die Ausarbeitung der Statuten betrifft. Das Dekret sieht deshalb eine Gültigkeitsdauer von Anfang 2003 bis Ende 2005 vor.

##### **Art. 6**

Das Dekret ist allgemein verbindlich und untersteht daher dem fakultativen Gesetzesreferendum (Art. 13 Abs. 2 SubG; Art. 28<sup>bis</sup> Abs. 1 KV). Der Klarheit halber wird ausserdem festgehalten, dass das Dekret nicht dem Finanzreferendum untersteht.

**Décret**

*du*

**relatif à l'aide financière de l'Etat pour les travaux  
de l'assemblée constitutive de l'agglomération de Fribourg**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub);  
Vu le message du Conseil d'Etat du 11 novembre 2002;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1** But

L'Etat verse un montant au titre d'aide financière destinée à l'élaboration du projet de statuts de l'agglomération de Fribourg.

**Art. 2** Bénéficiaires de l'aide financière

Le montant est versé au bénéfice des travaux de l'assemblée constitutive et sert à alléger le coût à la charge des communes représentées à l'assemblée constitutive.

**Art. 3** Montant

Après déduction de la contribution de la Confédération, l'aide financière de l'Etat s'élève à 50 % des frais de l'assemblée constitutive, mais au maximum à 100 000 francs par année.

**Art. 4** Modalités d'octroi

L'aide financière est octroyée sous la forme d'une contribution non remboursable et sur la base d'une convention à passer entre l'Etat et l'assemblée constitutive. Pour le reste, la législation sur les subventions est applicable.

**Dekret**

*vom*

**über eine Finanzhilfe des Staats für die Arbeiten der  
konstituierenden Versammlung der Agglomeration Freiburg**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG);  
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 11. November 2002;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1** Zweck

Der Staat richtet einen Beitrag als Finanzhilfe zugunsten der Ausarbeitung des Statutenentwurfs der Agglomeration Freiburg aus.

**Art. 2** Empfänger der Finanzhilfe

Der Betrag wird für die Arbeiten der konstituierenden Versammlung ausgerichtet und dient dazu, die Kosten zu Lasten der in der konstituierenden Versammlung vertretenen Gemeinden zu verringern.

**Art. 3** Betrag

Nach Abzug des Bundesbeitrags beträgt die Finanzhilfe des Staats 50 % der Kosten der konstituierenden Versammlung, höchstens aber 100 000 Franken pro Jahr.

**Art. 4** Auszahlung

Die Finanzhilfe wird in der Form eines nicht rückzahlbaren Beitrags, gestützt auf eine zwischen dem Staat und der konstituierenden Versammlung abzuschliessenden Vereinbarung, ausgerichtet. Im Übrigen ist die Gesetzgebung über die Subventionen anwendbar.

**Art. 5** Entrée en vigueur

Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et expire le 31 décembre 2005.

**Art. 6** Referendum

Ce décret est soumis au referendum législatif facultatif. Il n'est pas soumis au referendum financier.

**Art. 5** Inkrafttreten

Dieses Dekret tritt am 1. Januar 2003 in Kraft und gilt bis zum 31. Dezember 2005.

**Art. 6** Referendum

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.